NEWSLETTER

N°003 AVRIL 2025

À LA UNE

2 **SERVICES PUBLICS DE L'ÉDUCATION ET DE SANTÉ DANS LES ZONES FRONTALIÈRES**

Comment dissuader les communautés de recourir à ces services dans les pays voisins Une enquête en parle

SOMMAIRE

5 **COOPÉRATION CÔTE D'IVOIRE -LIBÉRIA**

LA CNFCI APPORTE SOUTIEN ET RÉCONFORT AU POINT FOCAL DU LIBERIA FRAPPÉ PAR LE DEUIL DE SON ÉPOUSE

Ayant appris le décès survenu le 18 mars 2025 à Accra au Ghana de Mme Musu Meyte Logan-Wheinyue épouse...

6 **DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE CI-MALI**

LES TECHNICIENS DES DEUX PAYS EFFECTUENT UNE MISSION CONJOINTE DE RECONNAISSANCE TECHNIQUE TERRAIN

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'actions, la Commission Technique Mixte de Matérialisation...

7 **PROGRAMME D'APPUI AU RELÈVEMENT ET À LA RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE YERETALI**

LES TECHNICIENS DES DEUX PAYS EFFECTUENT UNE MISSION TERRAIN

Dans le cadre du Programme d'Appui au Relèvement et à la Résilience communautaire dénommé Yeretali...

8 **GROUPEMENTS LOCAUX DE COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE (GLCT)**

LE SATI ESCO VOLTA NOIRE OFFICIELLEMENT LANCÉ À WA AU GHANA

Le Secrétariat exécutif de la CNFCI a pris part du 28 au 30 Avril 2025 à Wa au Ghana à l'atelier de lancement du...

Rubriques

Dossier
reportages
Humour
Le saviez-vous ?

SERVICES PUBLICS DE L'ÉDUCATION ET DE SANTÉ DANS LES ZONES FRONTALIÈRES

Comment dissuader les communautés de recourir à ces services dans les pays voisins Une enquête en parle

Dans l'optique d'anticiper les risques de conversion des vulnérabilités et inégalités structurelles en motifs de ralliement à des groupes extrémistes violents (GEV), l'État a poursuivi, notamment dans les zones frontalières les investissements initiés en 2011 dans le cadre du PPU (Programme Présidentiel d'Urgence1) à travers différents Programmes Sociaux du Gouvernement (PS Gouv).

Dans cette dynamique, les investissements réalisés ces 13 dernières années ont fortement contribué à améliorer l'offre socioéducative locale dans les régions frontalières de l'extrême nord et de l'extrême nord-est au point de modifier la perception que les usagers en avaient. Pour ce qui est de l'offre et de la demande locale en éducation, les enquêtes ont révélé que les populations sont globalement satisfaites de la grande amélioration apportée par ces investissements en matière d'accessibilité géographique à l'éducation. Comme effets positifs, (87,9%) des ménages rencontrés scolarisent leurs enfants dans la localité. Si dans la Bagoué, la qualité relative de la formation est évoquée par 64% de ménages comme étant la principale raison du choix d'éduquer leurs enfants dans la localité, c'est par contre, l'accessibilité géographique améliorée qui paraît l'indice le plus déterminant dans le Bounkani.

Cependant, 12% de ménages dans les localités étudiées dans cette zone frontalière nord font l'option d'éduquer leurs enfants hors de Côte d'Ivoire. Les raisons.

12% DE MÉNAGES ÉDUQUENT LEURS ENFANTS HORS DE CÔTE D'IVOIRE EN RAISON DU SYSTÈME DE DOUBLE VACATION, DE CLASSES JUMELÉES ET DE CLASSES MULTIGRADES

Selon les enquêteurs, dans la Bagoué, les ménages dont les chefs sont de nationalité ivoirienne sont très peu enclins à éduquer leurs enfants dans les pays voisins. Le choix de l'itinéraire exogène, quasi absent chez les nationaux, est plutôt le fait de ménages dont les chefs sont d'origine malienne et burkinabé. Malgré la tendance dominante à privilégier le système éducatif ivoirien pour la scolarisation des enfants, le système est fortement critiqué et déprécié pour sa pratique du système de double vacation, de classes jumelées et de classes multigrades

qui contribuent à dégrader la qualité de l'offre éducative. Dans le Bounkani, certains ménages font preuve de résilience face à la baisse de la qualité du système éducatif par le choix de l'itinéraire exogène pour l'éducation de leurs enfants. Et ce choix est plus prononcé surtout dans les ménages ivoiriens (58,5% contre 22,6% de ménages burkinabés). Ainsi, plus que dans la Bagoué, l'insuffisance du personnel enseignant, la mauvaise qualité perçue du système éducatif ivoirien, la propension des enseignants à demander des affectations sont, entre autres, des facteurs qui, dans le Bounkani, contribuent à structurer la logique du choix d'un itinéraire exogène, le plus souvent tourné vers le Burkina Faso dont l'offre publique d'éducation, même aux frontières, jouit d'une perception positive et d'une bonne réputation aux yeux des populations.

SUR L'OFFRE ET LA DEMANDE LOCALE DE SANTÉ

Pour ce qui est de l'offre et la demande locales de santé dans les régions concernées, l'étude a conclu à la prépondérance du recours aux structures de santé nationales et locales chez les ménages (64,3%) dans les deux localités, avec une différence notable entre la Bagoué (55%) et le Bounkani (44,2%). Si le pourcentage des ménages ayant choisi l'itinéraire pendulaire (endogène et exogène) n'est que de 4%, celui des ménages qui s'orientent vers les pays voisins pour leurs soins, est plus significatif (22,4%). Ce type de choix d'itinéraire est plus observé dans le Bounkani (71,3%) que dans la Bagoué.

Les ménages qui choisissent l'itinéraire endogène déclarent recourir le plus souvent aux services de santé pour des pathologies comme le paludisme et la fièvre (87,4%), suivies de loin par les maladies diarrhéiques (5,8%), les fractures généralement liées aux accidents sur la voie publique (5,5%) ou les maladies des yeux (4%). Les consultations se font le plus souvent au niveau de l'Hôpital général de la localité (42%) ou au centre de santé urbain (24,5%), au dispensaire (10,7%), au centre de santé rural (9,8%) ou au centre de santé intégré (6,7%) le plus proche. Les établissements sanitaires de premier contact sont, dans une large mesure, les structures sanitaires les plus fréquentées.

UNE PERCEPTION NÉGATIVE À TENGRELA ET DOROPO EN RAISON D'UN DÉFICIT EN SOFTS SKILLS DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

A part la satisfaction exprimée sur le fait que les investissements consentis par l'État leur évitent de parcourir de longues distances pour accéder aux soins, les dispositifs d'accueil et les professionnels de la santé sont critiqués. Que ce soit à Tengréla comme à Doropo, la perception de l'offre publique de services de santé est globalement négative. Sont en cause, la courtoisie, l'empathie du personnel et la difficulté des usagers à communiquer avec eux. Cette perception de l'offre de soins de santé fait écho, dans les deux districts sanitaires, aux scores réputés être les moins bons sur le plan national au regard des ratios ressources humaines en santé/population et densité en professionnels de santé, établissements de soins/populations ou plateau technique/population.

Ces motifs d'insatisfaction justifient l'itinéraire exogène choisi par 22,4% des ménages, profitant ainsi des liens communautaires transfron-

taliers, particulièrement avantageux pour deux communautés, les Peuls et les Lobis. Ces derniers, en raison de la proximité de leur lieu de résidence avec les frontières, accèdent plus aisément aux services de santé jugés de meilleure qualité de l'autre côté de la frontière, surtout ivoiro-burkinabè. A travers ce tourisme médical par le bas, ils semblent rechercher ailleurs ce qu'ils ne retrouvent pas en Côte d'Ivoire.

Comme facteurs attractifs dans des localités comme Gaoua, Galgouli, Kamti, au Burkina Faso et Kadiana au Mali, les migrants sanitaires, apprécient la qualité de l'accueil par les professionnels de la santé, les coûts des prestations moins onéreux qu'en Côte d'Ivoire et la disponibilité des médicaments de première nécessité.

Pour l'amélioration de l'offre d'éducation et de santé dans les zones frontalières au nord de la Côte d'Ivoire, des recommandations ont été formulées à l'endroit du Ministère de la santé et de l'hygiène publique, du Ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation et des ONGs humanitaires et des Fondations.

LES RECOMMANDATIONS À L'ENDROIT DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABÉTISATION

Les chercheurs ont d'abord proposé l'amélioration de la structure de l'offre visant à corriger le déficit d'enseignants dans les zones frontalières du pays, à travers le recrutement des enseignants en le doublant d'une politique d'amélioration des conditions de logement. Cela peut aider à compenser le déficit en personnel enseignant et agir sur la tendance des enseignants à quitter leurs zones d'affectation. Ensuite, l'amélioration et le renforcement de la politique des cantines scolaires apparait comme un bon moyen pour le maintien des enfants scolarisés à l'école. Enfin, l'intégration de l'approche participative de la gestion des défis aux activités des comités de gestion des établissements scolaires (COGES), des zones frontalières nord ; à travers l'implication des populations à la base dans l'identification des contraintes, des opportunités et des potentialités pour relever les défis auxquels sont confrontées les écoles. Cela permettrait de renouveler par le bas l'offre de meilleures conditions d'éducation et de formation.

..... DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE ....

Le problème de l'offre de soins et de son attractivité au niveau des régions frontalières nord a besoin d'être adressé, en termes d'amélioration de la structure de l'offre c'est-à-dire travailler à compenser les déficits de personnels et l'incomplétude des plateaux techniques.

Quant à la réduction du coût de l'accès à la santé, à défaut d'une politique de gratuité intégrale, les chercheurs ont recommandé la mise en place d'une politique de discrimination positive, à l'aide de subventions des coûts des prestations, ciblant les 35 régions frontalières dont le niveau de vulnérabilité est l'un des plus préoccupants du pays, qui contribuerait à réduire les insatisfactions.
Pour ce qui est de l'humanisation de la relation entre personnels de santé/usagers, il importe de construire un visage plus humain de l'hôpital et de ceux qui l'animent de sorte à atténuer les ressentiments à leur endroit. L'accueil reste une question clé sur ce chantier. Il convient de travailler à son amélioration, à travers l'augmentation des effectifs dans les centres de santé, notamment en personnel d'accueil, le développement de formations spécifiques pour le personnel sur l'accueil et la communication, la mise en place de nouveaux outils et technologies pour faciliter la prise de rendez-vous et la gestion des files d'attente ainsi que la création de guichets d'accueil uniques pour simplifier les démarches des patients.

ET DES ONG HUMANITAIRES ET DES FONDATIONS.

Les ONG et les Fondations pourraient accompagner la politique de maintien des enfants à l'école en contribuant au financement des cantines scolaires dont les enjeux sociaux et économiques sont décrits dans les lignes précédentes, ou encore, en contribuant à la subvention des soins de santé aux frontières en vue d'accroître les possibilités d'accès aux services de santé sur le territoire national pour les populations vulnérables vivant dans les zones frontalières.

Pour informations, ces résultats sont le fruit d'une enquête qui a été menée en 2024 auprès de 514 ménages dans les régions de la Bagoué et du Bounkani par le Professeur Francis Akindès, sociologue assisté de Drs Severin Kouamé Sociologue et Parfait N'Goran anthropologue Les résultats ont permis de comprendre le paradoxe entre les importants investissements en infrastructures et en déploiement de personnels de santé et d'éducation consentis par l'État dans les zones frontalières du pays et les motifs d'insatisfaction relatifs auxdits services ainsi que les tendances des populations à recourir à ces services hors de la Côte d'Ivoire.

Pour y arriver, l'équipe a réalisé 12 focus groups et 24 entretiens individuels dans la Bagoué et le Bounkani. Les acteurs engagés dans les focus group et les entretiens individuels sont issus des communautés, des secteurs de l'éducation (le primaire) et de la santé ainsi que de l'administration déconcentrée.

COOPÉRATION CÔTE D'IVOIRE -LIBÉRIA

La CNFCI apporte soutien et réconfort au point focal du liberia frappé par le deuil de son épouse

Ayant appris le décès survenu le 18 mars 2025 à Accra au Ghana de Mme Musu Meyte Logan-Wheinyue épouse de l'Honorable D. Emmanuel Wheinyue, Assistant Minister for Research and Development Planning au Ministère des Affaires Intérieures du Libéria et point focal libérien pour la gouvernance des frontières, le Préfet Hors Grade Diakalidia KONATÉ, Secrétaire Exécutif de la Commission Nationale des Frontières de la Côte d'Ivoire (CNFCI), a dépêché les 10 et 11 Avril à Monrovia Abdramane Coulibaly, Coordonnateur technique chargé des Études, de la Stratégie, de la Planification et de la Documentation au Secrétariat Exécutif de la CNFCI, afin de lui présenter, en son nom et au nom du Secrétariat exécutif de la CNFCI , ses condoléances les plus attristées en ces moments particulièrement douloureux.

Très touché par cette marque d'attention, l'Honorable D. Emmanuel Wheinyue a exprimé en retour sa profonde gratitude au Secrétaire Exécutif de la CNFCI et salué la constance de son soutien et l'estime sincère qu'il lui témoigne.

DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE CI-MALI

Les techniciens des deux pays effectuent une mission conjointe de reconnaissance technique terrain

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'actions, la Commission Technique Mixte de Matérialisation de la frontière Côte d'Ivoire-Mali (CTMM/CI-Mali) a organisé du 10 au 29 avril 2025, une mission conjointe de reconnaissance technique le long de la frontière Côte d'Ivoire-Mali en vue de collecter des informations complémentaires pour finaliser le tracé de la frontière Côte d'Ivoire-Mali.

Au cours de cette mission, l'équipe conjointe a sensibilisé les autorités et les populations frontalières sur le processus de délimitation en vue de s'en approprier ; invité les populations à la cohabitation pacifique et collecté des informations complémentaires en vue d'affiner l'esquisse du tracé théorique.

Pour rappel, après les recherches documentaires internes et à Dakar, la sous-commission technique de la CTMM/CI-Mali a pu, au cours d'un atelier tenu en décembre 2023 à Dakar, élaborer une liste consensuelle devant servir de base à l'esquisse du tracé théorique de la frontière entre les deux pays.

Puis, du 04 au 08 mars 2024 s'est tenue à l'hôtel Millenium de Bamako, au Mali, la deuxième rencontre de la sous-commission technique mixte de matérialisation de la frontière Mali-Côte d'Ivoire.

Cette rencontre a permis d'exploiter les documents d'archives juridiques, administratifs et cartographiques de la liste consensuelle adoptée à Dakar au Sénégal et d'élaborer une esquisse du tracé théorique de la ligne frontière entre les deux pays. Au terme de ces travaux, il a été recommandé l'organisation d'une mission conjointe de reconnaissance technique sur le terrain, afin de parvenir à l'adoption de l'esquisse intégrale du tracé théorique de la frontière entre les deux pays.

Il faut souligner que ces activités s'inscrivent dans le cadre du Programme Frontière de l'Union Africaine qui a permis à la République de Côte d'Ivoire et la République du Mali d'entamer depuis 2021, le processus de matérialisation de leur frontière commune avec la mise en place en 2021 à Bamako de la Commission Technique Mixte de Matérialisation de la frontière Côte d'Ivoire-Mali (CTMM/CI-Mali).

PROGRAMME D'APPUI AU RELÈVEMENT ET À LA RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE YÉRÉTALI

Le comité de pilotage visite les infrastructures réalisées

Dans le cadre du Programme d'Appui au Relèvement et à la Résilience communautaire dénommé YεRεTALI visant à améliorer les conditions de vie et la résilience des populations les plus vulnérables dans les régions des Hauts-Bassins et des Cascades au Burkina Faso et dans la région du Bounkani en Côte d'Ivoire, les membres du comité de pilotage ont sillonné du lundi 21 au jeudi 24 Avril 2025, le Département de Téhini et ses trois Sous-Préfectures (Téhini, Gogo et Tougbo) afin de s'imprégner de l'effectivité du projet et son impact auprès des populations cibles .
Plus spécifiquement, il s'est agi à travers cette visite de montrer les réalisations effectives ou en cours du projet, d'échanger avec les autorités locales, départementales et régionales les localités de Bolé, Togolokaye et Téhini, et de fournir des recommandations aux équipes et acteurs impliqués pour une amélioration de la mise en œuvre du projet.

A Bolé, l'équipe du projet et la mission d'Action Contre la Faim (ACF) en Côte d'Ivoire ont procédé à l'inauguration officielle du barrage agropastoral et des espaces maraichers.

Ils ont également visité l'infrastructure Hydraulique Villageoise Améliorée (HVA) de Togolokaye et l'hôpital Général de Téhini.
Au cours de ces visites, les participants ont échangé avec les leaders communautaires et les bénéficiaires.
Les membres du comité de pilotage notamment les acteurs gouvernementaux et programmes nationaux, le Chef du service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France en Côte d'ivoire et les partenaires techniques et financiers dont l'UE, le COSO, la GIZ et l'OPEN-CI ont pris part à cette activité.

Pour rappel, le projet YεRεTALI est une réponse d'urgence et une contribution à l'inclusion socio-économique des plus vulnérables dans les zones en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et/ou affectées par la dégradation du contexte sécuritaire – projet transfrontalier Burkina Faso & République de Côte d'Ivoire.
De façon plus spécifique, le projet vise la mise en place d'un paquet multisectoriel et intégré d'activités, qui renforcent de manière durable les moyens de subsistance des individus, ménages et communautés ciblés et leur accès à des services sociaux de base améliorés.

La présente visite précède l'organisation de la deuxième réunion du comité de pilotage national du projet prévue en mai 2025, pour débattre avec l'ensemble des membres du comité des observations et recommandations issues de cette visite terrain.

GROUPEMENTS LOCAUX DE COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE (GLCT)

Le SATI ESCO Volta Noire officiellement lancé à Wa au Ghana

Le Secrétariat exécutif de la CNFCI a pris part du 28 au 30 Avril 2025 à Wa au Ghana à l'atelier de lancement du SATI ESCO Volta Noire et de cadrage pour la Mise en place de Groupements Locaux de Coopération Transfrontalière (GLCT) dans l'Espace Communautaire de la Volta Noire.
L'objectif général de cet atelier est d'harmoniser les points de vue et les approches sur l'élaboration du SATI et le processus de mise en place des Groupements locaux de coopération transfrontalière (GLCT) dans l'Espace Communautaire de la Volta Noire.

Plus spécifiquement, il s'agit pour les participants, entre autres de lancer officiellement l''élaboration du SATI et la mise en place des GLCT dans l'ESCO Volta Noire ; de faire un retour d'expérience sur les cadres institutionnels et de gouvernance dans les espaces transfrontaliers en Afrique de l'Ouest et de. définir les modalités de mise en place des Groupements Locaux de Coopération Transfrontalière dans l'Espace Communautaire de la Volta Noire.
Pour y parvenir, une feuille de route pour la mise en place des GLCT est élaborée .

Pour informations, cet atelier se tient dans le cadre du projet dénommé « Projet Régions transfrontalières pacifiques et résilientes dans les pays sahélo-côtiers Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Mali-Coopération transfrontalière (SKBoWa) » financé par l'Union Européenne et la République Fédérale d'Allemagne . Il vise à améliorer les conditions de la sécurité humaine en termes de gouvernance, cohésion sociale et développement économique au niveau local et transfrontalier dans des zones frontalières sélectionnées du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Mali. Il couvre les zones des organismes de coopération transfrontalière ESCO Volta Noire et SKBo.

Pour rappel, la première réunion de concertation transfrontière avec les acteurs de l'espace ESCO Volta Noire dans le cadre du projet SKBoWa, s'est tenue à Bouna en Côte d'Ivoire du 11 au 13 novembre 2024. Cette rencontre a permis aux acteurs de faire une revue conjointe des expériences et initiatives de coopération transfrontalière, d'échanger sur la gouvernance des territoires transfrontaliers dans l'ESCO Volta Noire et de faire des propositions pour un meilleur renforcement de la synergie et de la coopération entre eux en vue de prévenir les crises et de favoriser un développement local et une cohésion sociale de façon harmonieuse.

L'élaboration du SATI dans l'ESCO Volta Noire offre donc l'opportunité de bâtir un cadre global et cohérent qui définit les visions, orientations et propositions d'actions à court, moyen voire long termes sur le développement territorial de l'espace transfrontalier.

NEWSLETTER

N°003 APRIL 2025

IN THE SPOTLIGHT

10 PUBLIC EDUCATION AND HEALTH SERVICES IN BORDER AREAS

How to dissuade communities from using these services in neighboring countries A survey explains

SUMMARY

12 CÔTE D'IVOIRE - LIBERIA COOPERATION

THE CNFCI PROVIDES SUPPORT AND COMFORT TO THE LIBERIAN FOCAL POINT BEREAVED BY THE DEATH OF HIS WIFE.

With a view to anticipating the risks of converting structural vulnerabilities and inequalities into...

13 DELIMITATION OF CI-MALI BORDER

TECHNICIANS FROM BOTH COUNTRIES CARRY OUT A JOINT TECHNICAL FIELD RECONNAISSANCE MISSION

As part of the implementation of its action plan, the Côte d'Ivoire-Mali Joint Technical Commission for the Materialization...

14 COMMUNITY RECOVERY AND RESILIENCE SUPPORT PROGRAM YÉRÉTALI

STEERING COMMITTEE VISITS COMPLETED INFRASTRUCTURES BOTH COUNTRIES ON FIELD MISSION

As part of the implementation of its action plan...

15 CROSS-BORDER LOCAL COOPERATION GROUPS (CLCG)

SATI ESCO VOLTA NOIRE OFFICIALLY LAUNCHED IN WA, GHANA

The CNFCI Executive Secretariat took part from April 28 to 30, 2025 in Wa, Ghana, in the SATI ESCO Volta Noire...

Heading

Feature
reports
Humor
Did you know?

PUBLIC EDUCATION AND HEALTH SERVICES IN BORDER AREAS

How to dissuade communities from using these services in neighboring countries A survey explains

With a view to anticipating the risks of converting structural vulnerabilities and inequalities into motives for rallying to violent extremist groups (VEGs), the State has pursued, particularly in border areas, the investments initiated in 2011 as part of the PPU (Presidential Emergency Program1) through various Government Social Programs (PS Gouv).

As part of this dynamic, investments made over the past 13 years have made a major contribution to improving local socio-educational provision in the far north and far north-east border regions, to the point of changing the way users perceive it.

In terms of local supply and demand for education, the surveys revealed that, overall, people are satisfied with the great improvement in geographical accessibility to education brought about by these investments. In terms of positive effects, 87.9% of households surveyed send their children to school locally. While in Bagoué, the relative quality of education was cited by 64% of households as the main reason for choosing to educate their children in the locality, in Bounkani it was the improved geographical accessibility that seemed to be the most decisive factor.

However, 12% of households in the areas studied in this northern border zone chose to educate their children outside Côte d'Ivoire. The reasons.

12% OF HOUSEHOLDS SEND THEIR CHILDREN TO SCHOOL OUTSIDE CÔTE D'IVOIRE, DUE TO DOUBLE SHIFTS, TWINNED CLASSES AND MULTIGRADE CLASSES

According to the interviewers, in the Bagoué region, households headed by Ivorian nationals are very unlikely to send their children to neighboring countries for education. The choice of an exogenous route, which is almost non-existent among nationals, is more likely to be made by households headed by people of Malian and Burkina Faso origin. Despite the prevailing tendency to favor the Ivorian education system for the schooling of children, the system is strongly criticized and disparaged for its practice of double shifts, twinned classes and multigrade classes, which contribute to degrading the quality of educational provision. In Bounkani, some households are showing resilience in the face of the declining quality of the education system by choosing the exogenous route for their children's education. This choice is more pronounced among Ivorian households (58.5% versus 22.6% of Burkinabe households). So,

more than in Bagoué, the shortage of teaching staff, the perceived poor quality of the Ivorian education system, and the propensity of teachers to ask for assignments are, among other things, factors which, in Bounkani, help to structure the logic of choosing an exogenous route, most often turned towards Burkina Faso, whose public education provision, even on the borders, enjoys a positive perception and good reputation in the eyes of the population.

ABOUT LOCAL HEALTHCARE SUPPLY AND DEMAND

Regarding local health supply and demand in the regions concerned, the study concluded that households in both areas predominantly use national and local health structures (64.3%), with a notable difference between Bagoué (55%) and Bounkani (44.2%). While the percentage of households choosing the commuting route (endogenous and exogenous) is only 4%, that of households heading for neighbouring countries for their healthcare is more significant (22.4%). This type of itinerary is more common in Bounkani (71.3%) than in Bagoué. Households choosing the endogenous itinerary declared that they most often used health services for pathologies such as malaria and fever (87.4%), followed by diarrheal diseases (5.8%), fractures generally linked to accidents on the public highway (5.5%) or eye diseases (4%). Consultations are most often carried out at the local general hospital (42%), the urban health center (24.5%), the dispensary (10.7%), the rural health center (9.8%) or the nearest integrated health center (6.7%). First contact health facilities are, to a large extent, the most attended health structures.

NEGATIVE PERCEPTION IN TENGRELA AND DOROPO DUE TO LACK OF SOFT SKILLS AMONG HEALTH PROFESSIONALS

Overall perception of public health services is negative. At issue is the courtesy and empathy of staff, and the difficulty users have in communicating with them. This perception of healthcare services echoes the scores of the two health districts, which are reputed to be the worst in the country in terms of the ratios of human resources in health/population and density of healthcare professionals, healthcare facilities/population or technical facilities/population.

These reasons for dissatisfaction justify the exogenous route chosen by 22.4% of households, taking advantage of cross-border community

links, which are particularly advantageous for two communities, the Peuls and the Lobis. The latter, because of the proximity of their place of residence to the border, have easier access to health services deemed to be of better quality on the other side of the border, especially Ivorian-Burkinabè. Through this downward medical tourism, they seem to seek elsewhere what they cannot find in Côte d'Ivoire. As attractive factors in places like Gaoua, Galgouli and Kamti in Burkina Faso and Kadiana in Mali, health migrants appreciate the quality of the welcome they receive from health professionals, the lower cost of services than in Côte d'Ivoire, and the availability of essential medicines.

To improve health and education services in the northern border areas of Côte d'Ivoire, re-

commendations were made to the Ministry of Health and Public Hygiene, the Ministry of Education and Literacy, humanitarian NGOs and foundations.

RECOMMENDATIONS TO THE MINISTRY OF EDUCATION AND LITERACY

The researchers first proposed improving the supply structure to correct the shortage of teachers in the country's border areas, through teacher recruitment coupled with a policy to improve housing conditions. This can help to offset the shortage of teaching staff and act on the tendency of teachers to leave their areas of assignment. Secondly, improving and strengthening the school canteen policy appears to be a good way of keeping children in school. Finally, integrating the participatory approach to challenge management into the activities of school management committees (COGES) in northern border areas, by involving local populations in identifying the constraints, opportunities and potential for meeting the challenges facing schools. This would enable the provision of better education and training conditions to be renewed from the bottom up.

..... MINISTRY OF HEALTH AND PUBLIC HYGIENE ....

The problem of healthcare services and their attractiveness in the northern border regions needs to be addressed, in terms of improving the structure of supply, i.e. working to compensate for staff shortages and incomplete technical facilities.

As for reducing the cost of access to healthcare, in the absence of a policy of complete free access, the researchers recommended the introduction of a policy of positive discrimination, using subsidies for the cost of services, targeting the 35 border regions whose level of vulnerability is one of the most worrying in the country, which would help to reduce dissatisfaction.

In terms of humanizing the relationship between healthcare staff and users, it is important to build a more human face for the hospital and those who run it, so as to reduce resentment towards them. Reception remains a key issue in this area. We need to work on improving it, by increasing the number of staff in health centers, particularly receptionists, developing specific training courses for staff on reception and communication, introducing new tools and technologies to make it easier to book appointments and manage queues, and creating one-stop reception desks to simplify patient procedures.

AND HUMANITARIAN NGOS AND FOUNDATIONS.

NGOs and Foundations could support the policy of keeping children in school by contributing to the funding of school canteens, the social and economic issues of which are described above, or by contributing to the subsidization of border health care to increase access to health services on the national territory for vulnerable populations living in border areas.

For the record, these results are the fruit of a survey conducted in 2024 among 514 households in the Bagoué and Bounkani regions by Professor Francis Akindès, Severin Kouamé, Sociologist and Parfait N'Goran, Anthropologist. The results enabled us to understand the paradox between the major investments in infrastructure and deployment of health and education personnel made by the State in the country's border areas, and the reasons for dissatisfaction with these services, as well as the tendency of populations to use these services outside Côte d'Ivoire.

To achieve this, the team carried out 12 focus groups and 24 individual interviews in Bagoué and Bounkani. The stakeholders involved in the focus groups and individual interviews were drawn from communities, the education (primary) and health sectors, and the decentralized administration.

CÔTE D'IVOIRE - LIBERIA COOPERATION

CNFCI provides support and comfort to the Liberian focal point bereaved by the death of his wife.

Following news of the death on March 18, 2025 in Accra, Ghana, of Mrs. Musu Meyte Logan-Wheinyue, wife of the Hon. Emmanuel Wheinyue, Assistant Minister for Research and Development Planning at Liberia's Ministry of Internal Affairs and Liberian focal point for border governance, Senior Prefect Diakalidia KONATÉ, Executive Secretary of Côte d'Ivoire's National Border Commission (CNFCI), sent Abdramane Coulibaly, Technical Coordinator in charge of Studies, Strategy, Planning and Documentation at the CNFCI Executive Secretariat, to Monrovia on April 10 and 11, to offer him, on his own behalf and on behalf of the CNFCI Executive Secretariat, his deepest condolences at this particularly painful time. Deeply touched by this gesture, the Honorable D. Emmanuel Wheinyue expressed his deep gratitude to the Executive Secretary of CNFCI and praised his constant support and sincere esteem.

DELIMITATION OF CI-MALI BORDER

Technicians from both countries carry out a joint technical field reconnaissance mission

As part of the implementation of its action plan, the Côte d'Ivoire-Mali Joint Technical Commission for the Materialization of the Côte d'Ivoire-Mali Border (CTMM/CI-Mali) organized a joint technical reconnaissance mission along the Côte d'Ivoire-Mali border from April 10 to 29, 2025, with a view to gathering additional information to finalize the delineation of the Côte d'Ivoire-Mali border.

During this mission, the joint team raised awareness of the delimitation process among the authorities and border populations, with a view to encouraging them to take ownership of it; invited the populations to live together peacefully; and collected additional information with a view to refining the theoretical boundary.

As a reminder, following documentary research both internally and in Dakar, the CTMM/CI-Mali technical sub-commission was able, during a workshop held in December 2023 in Dakar, to draw up a consensus list to serve as a basis for the outline of the theoretical boundary between the two countries.

Then, from March 04 to 08, 2024, the second meeting of the joint technical sub-commission for the materialization of the Mali-Côte d'Ivoire border was held at the Hôtel Millenium in Bamako, Mali.

The meeting examined the legal, administrative and cartographic archives of the consensus list adopted in Dakar, Senegal, and drew up a sketch of the theoretical route of the border line between the two countries.
At the end of this work, it was recommended that a joint technical reconnaissance mission be organized in the field, with a view to adopting the full outline of the theoretical boundary line between the two countries.

It should be emphasized that these activities are part of the African Union's Border Program, which has enabled the Republic of Côte d'Ivoire and the Republic of Mali to begin the process of materializing their common border in 2021, with the establishment in Bamako of the Joint Technical Commission for the Materialization of the Côte d'Ivoire-Mali Border (CTMM/CI-Mali).

COMMUNITY RECOVERY AND RESILIENCE SUPPORT PROGRAM YÉRÉTALI

Steering committee visits completed infrastructures

As part of the YεRεTALI Community Recovery and Resilience Support Program aimed at improving the living conditions and resilience of the most vulnerable populations in the Hauts-Bassins and Cascades regions of Burkina Faso and the Bounkani region of Côte d'Ivoire, From Monday April 21 to Thursday April 24, 2025, members of the steering committee toured the Department of Tehini and its three sub-prefectures (Tehini, Gogo and Tougbo) to assess the effectiveness of the project and its impact on target populations.

More specifically, the aim of the visit was to show what the project has already achieved or is achieving, to exchange views with local, departmental and regional authorities in Bolé, Togolokaye and Tehini, and to make recommendations to the teams and players involved to improve project implementation.

In Bolé, the project team and the Action Contre la Faim (ACF) mission in Côte d'Ivoire officially inaugurated the agro-pastoral dam and market garden areas.

They also visited the Togolokaye Improved Village Hydraulics (HVA) infrastructure and the Tehini General Hospital.
During these visits, participants exchanged views with community leaders and beneficiaries.

Members of the steering committee, including government and national program stakeholders, the Head of the Cooperation and Cultural Action Department of the French Embassy in Côte d'Ivoire, and technical and financial partners including the EU, COSO, GIZ and OPEN-CI also took part in the event.

As a reminder, the YεRεTALI project is an emergency response and a contribution to the socio-economic inclusion of the most vulnerable in areas suffering from food and nutritional insecurity and/or affected by the deteriorating security context - a cross-border project between Burkina Faso and the Republic of Côte d'Ivoire.

More specifically, the project aims to implement a multi-sectoral, integrated package of activities that will sustainably strengthen the livelihoods of targeted individuals, households and communities, and their access to improved basic social services.

This visit precedes the organization of the second meeting of the project's national steering committee, scheduled for May 2025, to discuss with all committee members the observations and recommendations arising from this field visit.

CROSS-BORDER LOCAL COOPERATION GROUPS (CLCG)

SATI ESCO Black Volta officially launched in Wa, Ghana

The CNFCI Executive Secretariat took part from April 28 to 30, 2025 in Wa, Ghana, in the SATI ESCO Black Volta launch and scoping workshop for the Implementation of Cross-border local cooperation groups (CLCG) in the Espace Communautaire de la Volta Noire.

The general aim of this workshop is to harmonize viewpoints and approaches on the development of the SATI and the process of setting up Local Cross-Border Cooperation Groups (LCBCGs) in the Black Volta Community Area.

More specifically, participants will officially launch the development of SATI and the establishment of GLCTs in the Black Volta ESCO; review institutional and governance frameworks in cross-border areas in West Africa; and define the modalities for setting up local cross-border cooperation groups in the Volta Noire Community Area.

To achieve this, a roadmap for setting up CLCG has been drawn up.

For the record, this workshop is being held within the framework of the project entitled "Peaceful and resilient cross-border regions in the Sahelo-Coastal countries Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana and Mali-Cross-border cooperation project (SKBoWa)", funded by the European Union and the Federal Republic of Germany. It aims to improve human security conditions in terms of governance, social cohesion and economic development at local and cross-border level in selected border areas of Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana and Mali. It covers the areas of the ESCO Black Volta and SKBo cross-border cooperation organizations.

As a reminder, the first cross-border consultation meeting with ESCO Black Volta stakeholders as part of the SKBoWa project was held in Bouna, Côte d'Ivoire, from November 11 to 13, 2024. This meeting enabled stakeholders to jointly review cross-border cooperation experiences and initiatives, to exchange views on the governance of cross-border territories in the ESCO Black Volta area, and to put forward proposals to better strengthen synergy and cooperation between them with a view to preventing crises and fostering harmonious local development and social cohesion.

The development of the SATI in the ESCO Black Volta offers the opportunity to build a global and coherent framework that defines visions, orientations and proposals for short-, medium- and long-term actions on territorial development in the cross-border area.

1- AU MARCHÉ FRONTALIER ENTRE LE GHANA ET LA CÔTE D'IVOIRE

Un commerçant crie :
– Mes mangues sont ghanéennes, mais mûres comme des ivoiriennes !

Un client répond :
– Et le prix, c'est franc CFA ou c'est en cedis ?
– C'est en «coopération», on partage moitié-moitié, même les disputes !

2-UN DOUANIER MALIEN DEMANDE À UN CONDUCTEUR

– Tu viens d'où ?
– De Côte d'Ivoire.
– Tu vas où ?
– Au Burkina.
– Tu transportes quoi ?
– De la paix et du bon voisinage.
– Passe ! Voilà les vraies marchandises qu'on aime ici !

1- AT THE BORDER MARKET BETWEEN GHANA AND CÔTE D'IVOIRE:

A trader shouted:
– My mangoes are Ghanaian, but ripe as Ivorian!
A customer replied:
- And is the price in CFA francs or cedis?
- It's in «cooperation», we share half and half, even in disputes!»

2- A MALIAN CUSTOMS OFFICER ASKED A DRIVER:

– Where are you from?
- Côte d'Ivoire.
- Where are you going?
- Burkina.
- What are you carrying?
- Peace and good neighborliness.
- Pass! These are the real goods we like here!

LE MONT NIMBA, UN SYMBOLE DE LA RICHESSE NATURELLE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Le Mont Nimba, véritable joyau naturel, s'élève majestueusement à *1 752 mètres d'altitude*, ce qui en fait le point culminant de la Guinée et de la Côte d'Ivoire. Situé à la frontière entre ces deux pays et le Liberia, ce massif montagneux est bien plus qu'un simple sommet : il est un trésor de biodiversité et un site d'une importance écologique mondiale.

Classé au *patrimoine mondial de l'UNESCO*, le Mont Nimba abrite une réserve naturelle intégrale qui protège une flore et une faune exceptionnelles. Parmi ses habitants les plus fascinants, on trouve le *crapaud vivipare*, une espèce unique au monde, et des chimpanzés qui utilisent des outils, un comportement rare et captivant.

Les pentes du Mont Nimba sont couvertes de *forêts denses*, qui laissent place, à mesure que l'on grimpe, à des prairies verdoyantes. Ce contraste saisissant entre les écosystèmes en fait un laboratoire naturel pour les scientifiques et un paradis pour les amoureux de la nature.

Cependant, ce site est également menacé par l'exploitation minière et les pressions humaines. Des efforts constants sont déployés pour préserver ce sanctuaire naturel, qui joue un rôle crucial dans l'équilibre écologique de la région.

Le Mont Nimba n'est pas seulement une montagne, c'est un symbole de la richesse naturelle de l'Afrique de l'Ouest et un rappel de l'importance de protéger notre patrimoine commun.

MOUNT NIMBA, A SYMBOL OF WEST AFRICA'S NATURAL WEALTH

Mount Nimba, a true natural jewel, rises majestically to an altitude of *1,752 meters*, making it the highest point in Guinea and Côte d'Ivoire.

Located on the border between these two countries and Liberia, this mountain range is much more than just a summit: it is a treasure trove of biodiversity and a site of global ecological importance.

Listed as a UNESCO World Heritage Site, Mount Nimba is home to an integral nature reserve that protects exceptional flora and fauna. Among its most fascinating inhabitants are the * viviparous toad*, a species unique in the world, and tool-using chimpanzees, a rare and captivating behavior.

The slopes of Mount Nimba are covered with *dense forests*, which give way, as you climb, to verdant grasslands. This striking contrast between ecosystems makes it a natural laboratory for scientists and a paradise for nature lovers.

However, the site is also threatened by mining and human pressures. Constant efforts are being made to preserve this natural sanctuary, which plays a crucial role in the region's ecological balance.

Mount Nimba is not just a mountain, it is a symbol of West Africa's natural wealth and a reminder of the importance of protecting our common heritage.

Créée par décret n 2017-462 du 12 juillet 2017, la Commission Nationale des Frontières de la Côte d'ivoire (CNFCI) a pour mission d'assister le gouvernement dans la conception, la définition et la mise en œuvre des politique et stratégie nationales. Présidée par monsieur le premier ministre et regroupant 26 membres, elle est chargée notamment :

de faire des suggestions ou propositions au gouvernement en matière de délimitation, de matérialisation et de gestion des frontières , de veiller à la mise en œuvre effective des politique et stratégie nationales des frontières par le secrétariat exécutif et également de veiller à la prévention et au règlement des litiges frontaliers pouvant surgir entre la Côte d'Ivoire I et les pays limitrophes .

Conformément aux termes dudit décret, et dans le cadre de l'opérationnalisation de la CNFCI, le Conseil des ministres a procédé le 29 janvier 2020 à la nomination de monsieur Diakalidia KONATE en qualité de Secrétaire Exécutif de cette commission.

Created by decree n 2017-462 of 12 July 2017, the National Border Commission of Côte d'Ivoire (CNFCI) is responsible for assisting the government in the design, definition and implementation of national policies and strategies. Chaired by the Prime Minister and comprising 26 members, it is responsible in particular for :

making suggestions or proposals to the government regarding the delimitation, materialisation and management of borders, ensuring the effective implementation of national border policy and strategy by the executive secretariat and also ensuring the prevention and settlement of border disputes that may arise between Côte d'Ivoire and neighbouring countries.

In accordance with the terms of the said decree, and as part of the operationalisation of CNFCI, on 29 January 2020 the Council of Ministers appointed Mr Diakalidia KONATE as Executive Secretary of this commission.